



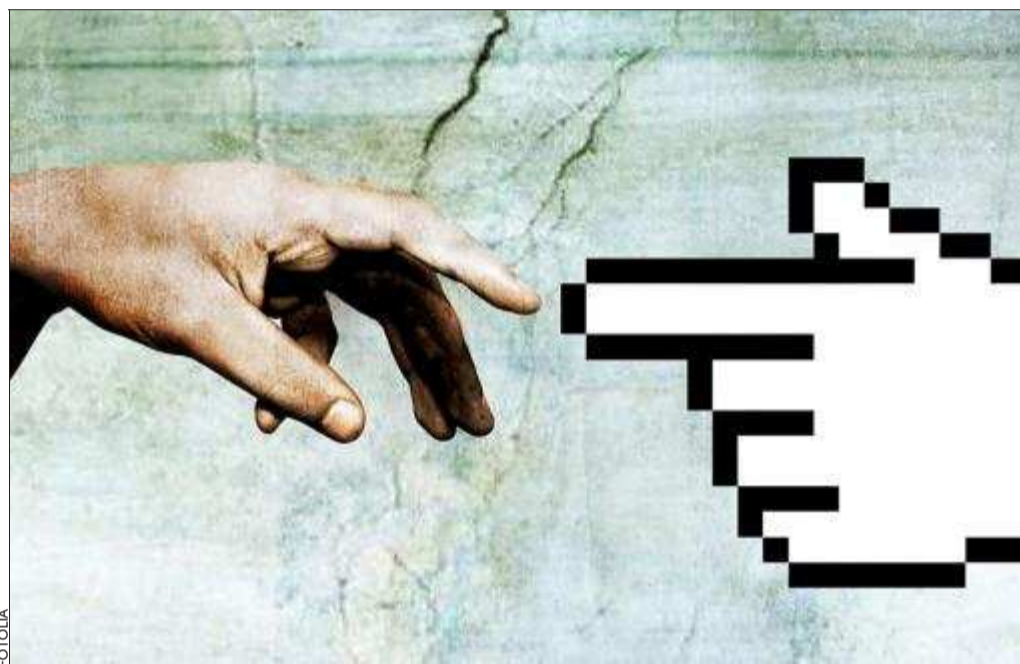
Du bon usage de la laïcité

► La laïcité n'est pas ce prosélytisme antireligieux et pro-athéisme. En tant que laïques, nous nous opposons à cette "laïcité de combat" et militons pour un Etat laïque, neutre à l'égard des convictions.

Marc JACQUEMAIN et Nadine ROSA-ROSSO

Co-directeurs du livre collectif

"Du bon usage de la laïcité", Ed. Aden ⁽¹⁾



■ La confusion entre laïcité politique et laïcité philosophique est présente au cœur d'un mouvement de radicalisation d'une frange de la laïcité – dite de combat – qui se résume trop régulièrement à un prosélytisme antireligieux à l'égard de la religion catholique mais surtout de l'islam.

Historiquement, le terme de "laïcité" désigne deux concepts différents. D'un côté, il exprime le souci d'indépendance totale, au sein d'une société, entre l'organisation politique de l'Etat et toute option religieuse ou philosophique particulière. Un Etat est "laïque" dans ce premier sens s'il ne reconnaît aucun privilège à une religion ou option philosophique en particulier et donc prévoit – conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme – la libre cohabitation des cultes au sein de la société, dans le respect du droit commun, bien évidemment. Mais le mot "laïcité" désigne aussi un concept tout différent : à savoir l'adhésion à une option philosophique particulière, caractérisée par le refus de toute référence à une vérité révélée, ou à l'existence d'entités "surnaturelles". On parle généralement de "laïcité politique" pour le premier sens et de "laïcité philosophique" dans le second sens.

La cohabitation des deux sens du mot "laïcité" est malencontreuse, même si elle s'est imposée dans l'usage. Ainsi, on peut parfaitement parler de chrétiens laïques, de musulmans laïques ou d'israélites laïques au sens politique du terme. Mais au sens "philosophique", cela n'aurait guère de signification. On peut donc être laïque au sens politique et pas au sens philosophique. Mais, inversement, on peut être laïque au sens philosophique et pas au sens politique : ce serait le cas de ceux qui voudraient voir la "laïcité philosophique" dominer institutionnellement l'espace public, c'est-à-dire devenir soit la conception de référence de l'Etat, soit à tout le moins une conception privilégiée.

En clair, si un citoyen peut être laïque

dans les deux sens à la fois, ce n'est pas possible pour un Etat : un Etat qui se définirait comme philosophiquement laïque, cesserait, par le fait même d'être politiquement laïque. Les deux concepts de laïcité sont donc susceptibles d'entrer en contradiction frontale dès lors qu'on oublie que leurs domaines respectifs de validité sont radicalement différents.

Or, cette confusion est, semble-t-il bien présente au cœur d'un mouvement de radicalisation d'une frange de la laïcité, observable depuis quelques années en Belgique comme en France et qui se définit souvent comme "laïcité de combat". Cette "laïcité de combat" se résume trop régulièrement à un prosélytisme antireligieux qui vise essentiellement l'islam et, de façon très subsidiaire, la religion catholique.

Pour nous, il s'agit d'un très mauvais combat pour la laïcité. En particulier, nous nous opposons à cette volonté de juger péremptoirement les pratiques religieuses des uns et des autres, sans information sociologique réelle et sans référence aucune ni au contexte po-

litique international, ni à la dynamique des inégalités sociales dans nos sociétés. C'est pourquoi il nous semble urgent, en tant que laïques de réagir à cette confusion. De notre point de vue, la laïcité politique est première car elle constitue une condition fondamentale pour qualifier un Etat de pleinement démocratique. La laïcité philosophique est une conception éminemment respectable (c'est la nôtre) mais elle ne peut avoir de privilège dans l'espace public. La laïcité est donc d'abord une forme d'organisation de l'Etat. Elle organise la séparation entre celui-ci et les institutions religieuses. Elle proclame la neutralité de l'Etat à l'égard des convictions

philosophiques et religieuses. Elle respecte le pluralisme philosophique et religieux, essentiel à la vie d'une société démocratique. La laïcité est donc en soi un rempart contre toute forme d'intégrisme, qu'il soit d'ordre philosophique ou religieux. C'est dans ces termes que l'on peut définir positivement la laïcité. Et c'est aussi dans ces termes qu'on peut définir ce qu'elle n'est pas.

La laïcité n'est pas l'organisation du combat contre les religions, ni le prosélytisme en faveur de l'athéisme. Elle ne peut pas justifier la guerre de l'Etat contre certains de ses citoyens. Elle ne peut être le prétexte moral pour justifier la discrimination à l'égard de quelque citoyen(ne) que ce soit sur le seul critère de ses convictions. Elle ne peut pas davantage, sur le plan international, servir de justification à l'agression ou aux menaces d'agression et à la guerre, en particulier contre les peuples et nations qui résistent à une occupation étrangère ou s'opposent d'une façon ou d'une autre à l'hégémonie d'une puissance en particulier.

Dans le contexte du monde contemporain, qui mêle à la fois l'unilatéralisme guerrier américain et la tentation de construire une "forteresse Europe" essentiellement blanche (et, pour certains, chrétienne), il nous paraît essentiel de faire entendre davantage une autre voix laïque. Une voix qui plaide en faveur des fonctions fondamentales de la laïcité politique dans notre société : constituer un cadre de pensée pour revendiquer une société à la fois plus juste et plus démocratique et qui ne pourra se construire que dans la reconnaissance du pluralisme culturel ; un cadre de pensée qui se méfie des certitudes morales, toujours délétères, même lorsqu'elle se veut athées et rationalistes ; un cadre de pensée pour dénoncer les généralisations simplistes, voire les fantasmes, à l'égard des multiples composantes culturelles de la construction européenne, et en particulier, sa composante musulmane. Le "racisme ordinaire" n'est déjà que trop présent dans nos sociétés et il est porté par des gens ordinaires, souvent de bonne foi, qui reçoivent et propagent, sans trop y réfléchir, des représentations fantasmées sur tous ceux dont la culture, l'histoire, les convictions diffèrent de celles de la population majoritaire. Pour nous, comme laïques, il serait catastrophique que, par défaut de prudence ou de lucidité, d'autres laïques viennent couvrir d'un voile de respectabilité des formes larvées de xénophobie qui ne demandent qu'à se développer.

C'est dans ce contexte que nous avons voulu donner la parole à des citoyens athées, agnostiques, juifs, musulmans, chrétiens ou marxistes qui, tous partagent cette vision de la laïcité. Un livre ⁽¹⁾ est issu de cette démarche. Les auteurs qu'il rassemble ont des convictions personnelles fort différentes à beaucoup d'égards et ne se reconnaissent donc pas tous dans la "laïcité philosophique". Pour autant ils se revendiquent tous laïques au sens primordial (politique) qu'on vient de définir et ils sont tous inquiets des dérives possibles au sein de la laïcité.

Le pire des contresens serait évidemment de croire que ce livre est écrit contre l'engagement laïque. Nous sommes convaincus que beaucoup de laïques, militants ou non, en partageront d'emblée la plupart des arguments. Quant aux autres, ceux qui ont pris le chemin de ce qu'ils appellent une "laïcité de combat", nous ne pouvons que les inviter à débattre avec nous. Car s'il y a un point sur lequel nous pouvons espérer être tous d'accord, c'est qu'il n'y a pas de laïcité sans débat. ■

► (1) Sous la direction de Marc Jacquemain et Nadine Rosa-Rosso, le livre "Du bon usage de la laïcité" vient de paraître aux Ed. Aden, Bruxelles, 2008. Y ont contribué: Jean Bricmont, Dan Van Raemdonck, Henri Goldman, Radouane Bouhhal, Géraldine Brausch, Alec De Vries, Paul Delmotte, Malika Hamidi, Paul Löwenthal, Bernadette Mouvet et Christophe Page. www.aden.be

